

Serge SIMON

LA GRÈVE  
GÉNÉRALE  
BELGE

(20 décembre 1960 - 20 janvier 1961)

LA GRÈVE GÉNÉRALE  
JOUR PAR JOUR

SPONTANÉITÉ OUVRIÈRE ET APPAREILS

20 décembre.

**C'**EST ce jour-là que le gouvernement a choisi pour commencer la discussion de la « loi unique » au parlement. Il compte sur la démobilisation habituelle, à cette époque de l'année, des organisations ouvrières. De plus, le P.S.B., nous l'avons dit, a choisi consciemment de se croiser les bras. Bien sûr, une bataille parlementaire sera livrée, mais il n'est pas question de prendre la tête de la levée en masse qui s'annonce dans le pays. Dans le camp du grand capital, représenté directement par la droite du P.S.C. et par le parti libéral, on s'est résolu à ne pas aggraver les désaccords avec la majorité, et à laisser le gouvernement faire adopter son projet.

L'éditorial de *La Métropole* d'Anvers, du mardi 20, résume bien la situation : « M. Eyskens peut se féliciter des résultats du grand week-end politique qui vient de se dérouler à Bruxelles. Celui-ci a incontestablement assaini le climat gouvernemental, en même temps qu'il a permis aux sociaux-chrétiens comme aux libéraux de prendre dans la conjoncture actuelle une fois pour toutes leurs responsabilités. Leur ralliement au projet de loi unique implique-t-il, de la part de leurs membres, leur pleine satisfaction à l'égard de tout ce qu'il comporte ? Evidemment non ! Pas plus que leurs mandants, ils n'acceptent de gaieté de cœur les quelque dix milliards d'impôts nouveaux qui vont tomber sur le contribuable à partir de janvier prochain. Mais ceux qui ont donné blanc-seing au gouvernement ont estimé que, quelles que soient les graves erreurs ou les lacunes qu'il contient, le fameux projet vaut mieux qu'une dissolution, et que la perspective d'une équipe ministérielle dont les socialistes tireraient les principales ficelles, et qui nous doterait d'une fiscalité autrement lourde et vexatoire. En prenant une telle position, sociaux-chrétiens et libéraux, qu'on les blâme ou qu'on les critique, n'en ont pas moins, dans leur esprit, placé les intérêts supérieurs du pays au-dessus de leurs intérêts électoraux. »

On pourrait difficilement dire plus clairement que le grand capital, ayant réalisé son unité derrière le gouvernement Eyskens, a pu contraindre les diverses couches de la moyenne bourgeoisie, exploitants agricoles, membres des professions « libérales », etc., à se ranger sous son